

Milos Zeman : “la reconnaissance du Kosovo a été une véritable honte”.

écrit par Nicolas Faure | 18 février 2024





Lors d'une conférence internationale organisée à l'occasion de la commémoration des 25 ans de la guerre du Kosovo, **l'ancien président de la République tchèque Milos Zeman** a appelé les politiques à mettre fin à "la reconnaissance honteuse d'un Etat bien connu pour ses structures mafieuses et sa répression brutale envers la minorité serbe".

Dans son discours de bienvenue, M. Zeman a souligné que "**le Kosovo était un dangereux cas de précession**" montrant comment "**les grandes puissances imposent leur volonté à des États plus petits et modifient sans ménagement le tracé de leurs frontières établies**". Le président a rappelé qu'il ne pouvait y avoir deux poids deux mesures. Selon lui, ce qui s'applique à l'Ukraine doit également s'appliquer à

l'invasion de la Yougoslavie par l'OTAN.

Dans son intervention, le député du Bundestag Petr Bystron a souligné que le bombardement de la Yougoslavie entraînant le détachement du Kosovo de force représentait un changement de paradigme de la politique d'après-guerre pour plusieurs raisons. **La guerre contre la Yougoslavie a fait passer l'OTAN du statut d'alliance défensive à celui de "vecteur de réalisation des objectifs géopolitiques des Etats-Unis"**, selon ce spécialiste en politique étrangère. La guerre a également été un acte manqué de la politique étrangère allemande de l'après-guerre, puisqu'il s'agissait de la première participation de l'Allemagne à une guerre d'agression depuis 1945.

Bystron a expliqué que le soutien à cette guerre d'agression avait été organisé à l'aide de fake news et de faux arguments. Il a cité en exemple la fausse affirmation du ministre allemand de la Défense de l'époque, Rudolf Scharping, selon laquelle les Serbes auraient planifié l'expulsion des Albanais du Kosovo avec le soi-disant "plan du fer à cheval" – (campagne de désinformation allemande pour manipuler l'opinion publique européenne et surtout allemande, pacifiste depuis 1945, pour justifier de façon trompeuse la campagne de bombardement de l'OTAN lors de la guerre du Kosovo).

Le Dr Ivan David, qui a été ministre de la Santé du gouvernement tchèque pendant la guerre du Kosovo, a abondé dans le même sens. Il a rappelé que l'accord du gouvernement tchèque sur les interventions de l'OTAN avait été imposé lors d'une réunion tenue secrètement par le gouvernement en raison des nombreuses protestations de la population. **Les transatlantiques au sein du gouvernement auraient exercé une pression bruyante, affirmant qu'il convenait de se conformer en tant que petit pays si les Etats-Unis nous "demandaient" de le faire.** La République tchèque a été intégrée à l'OTAN à la surprise générale quelques mois seulement avant le début

de la guerre du Kosovo, bien qu'elle ne remplisse pas encore tous les critères en bonne et due forme. En dépit de cela, deux ministres avaient refusé de se prononcer et trois avaient voté contre, selon le Dr David.

Aux côtés de ces politiciens de haut rang, des spécialistes ont également fait des exposés sur le sujet. Le professeur Giuseppe Maielo, PhD, spécialiste italien des médias, a apporté un éclaircissement crucial sur le rôle des médias dans la diffusion de fausses nouvelles et la désinformation sélective. L'avocate ukrainienne Olena Maksynenko est venue présenter du point de vue de l'Ukraine les aspects juridiques de la séparation des provinces sécessionnistes. Le juriste serbe Goran Petronijevic, ancien défenseur du président Milosevic devant le tribunal international de La Haye, a quant à lui apporté un éclairage intéressant sur le droit international.

L'organisateur de la conférence, le politologue Iljic Milutin, a qualifié la guerre du Kosovo de "boîte de Pandore" et a énuméré les guerres d'agression américaines qui ont suivi, de l'Irak à l'Afghanistan en passant par la Libye.

La conférence était organisée par l'Institut d'études géostratégiques Geopolitikon. Le prochain événement aura lieu dès ce lundi. Là aussi, le thème est brûlant : **"l'élargissement de l'UE aux pays des Balkans occidentaux et à l'Ukraine est-il une bonne chose ?"** On attend déjà les interventions de députés tchèques, d'Allemagne, de Pologne, de Hongrie et de Slovaquie. Le suspense reste donc entier à Prague.

Traduit par **Nicolas Faure**.